



**SOCIÉTÉ MILITAIRE
DU CANTON DE GENÈVE**

SECTION CANTONALE DE LA
SOCIÉTÉ SUISSE DES OFFICIERS

27 septembre | OUI à la sécurité aérienne

ECLAIRAGE

4 | 2020

Air2030



VOTATION AIR2030

**L'ÉDITO DU PRÉSIDENT
NOTRE DOSSIER COMPLET
LES CONFÉRENCES**

74^{ÈME} ANNÉE

BULLETIN D'INFORMATION AUX MEMBRES
SOCIÉTÉ FONDÉE EN 1825 PAR LE GÉNÉRAL G.-H. DUFOUR

Air2030



Air2030



PROMOTIONS DANS LE CORPS DES OFFICIERS GENEVOIS

EFFET AU 01.07.2020

Au grade de capitaine
PAHUD David,
1225 Chêne-Bourg GE,
non-membre SMG

Au grade de premier-lieutenant
VUANDABA Kudimana,
1207 Genève GE,
non-membre SMG

Nos plus vives et chaleureuses félicitations aux officiers promus. Et que plaisir et succès se conjuguent pour la suite de leur carrière au sein de notre Armée !

ÉDITORIAL : LT COL EMG GUILLAUME GENOUD, PRÉSIDENT SMG

Mesdames et Messieurs les officiers, chers camarades,

Alors que la pandémie du coronavirus a littéralement paralysé l'Europe et tenu en haleine la planète entière durant la première moitié de l'année 2020, la pause estivale permet un bilan intermédiaire.

La mobilisation partielle en Suisse a été un succès incontestable. En mobilisant en quelques jours plus de 5'000 militaires en service d'appui, notre armée de milice a prouvé à ses détracteurs (qui curieusement se sont faits plus discrets ces derniers mois...) que non seulement elle est primordiale pour la sécurité et la santé de notre pays, mais qu'en plus son niveau de préparation est à la hauteur de la tâche fixée.

Notre population a suivi sagement les recommandations définies par l'Office Fédéral de la Santé Publique et le système de santé, solidement restructuré afin de faire face à la crise. Ce dernier n'a finalement jamais été dépassé, permettant même d'accueillir et de traiter les malades des pays voisins.

Le constat est un peu plus amer au-delà de nos frontières : des forces de police dépassées, un système de santé saturé et des chaînes d'approvisionnement à l'arrêt. Par peur du riverain, les frontières se sont fermées et la fameuse « solidarité européenne » a rapidement volé en éclats, laissant chaque État tiers s'autogérer, allant jusqu'à bloquer et s'approprier l'approvisionnement en masques et en médicaments de son voisin.

Au lendemain de cette crise, la « gueule de bois » est sévère :

Alors que la pandémie fait rage outre-Atlantique, l'Occident réalise non seulement qu'il est incapable de s'unir en cas de crise, mais également qu'il est dépendant de la Chine en matière de recherche et de technologie numérique. Selon Rosemary Gibson,

conseillère du think tank de biopharmacie Hastings Center : « La crise actuelle est un signal d'alarme : les Chinois contrôlent la quasi-totalité de la production de molécules chimiques qui permettent de fabriquer les ingrédients actifs de nos médicaments (...) ils ont déjà sous-entendu qu'ils pourraient l'utiliser comme une arme ».

Alors que l'économie mondiale tente désespérément de redémarrer après la paralysie de ces derniers mois, les conflits se multiplient, qu'ils soient conventionnels ou par États interposés. Le retour des démonstrations de force entre grandes puissances (États-Unis, Russie, Chine...) n'est pas sans rappeler quelques relents de la guerre froide...

En Suisse, la torpeur est alarmante : les bars, piscines et boîtes de nuit ne désemplissent pas, la crise est rapidement ignorée. Notre sécurité n'est nullement remise en question : elle semble définitivement acquise.

Malgré notre rôle diplomatique sur l'échiquier international, la présence de nombreuses organisations sur notre sol, notre position géographique au centre de l'Europe et une menace terroriste omniprésente, une large partie de notre population ne voit pas la nécessité d'une capacité de sécurité dans la troisième dimension.

Une fois de plus, ce sera à nous, cadres de milice, de nous battre et de faire passer le message : aujourd'hui plus que jamais une défense aérienne crédible est indispensable pour notre pays. Le projet Air2030 est une absolue nécessité, à nous de faire passer le message.

La lutte sera dure mais il est primordial que nous ne baissions pas les bras ces prochaines semaines !



ECLAIRAGE

Bulletin indépendant d'information aux membres de la Société Militaire du canton de Genève depuis 1947

Tirage	800 exemplaires, 5 numéros par an en 2020
Editeur	Société militaire du canton de Genève (SMG)
Rédacteur en chef	Lt col Alexandre CZECH – a.czech@smg-ge.ch
Rédacteur en chef adjoint	Vacant
Equipe de rédaction	Maj Patrick MAYER, cap Marc-André BASCHY, Monsieur Stéphane DUTU (comptes-rendus des conférences)
Impression	Imprimerie Nationale, Rochat - Baumann SA www.imprimerienationale.ch

SOCIÉTÉ MILITAIRE DU CANTON DE GENÈVE (SMG)

Fondée en 1825 par le Général Guillaume Henri Dufour
Section cantonale de la Société Suisse des Officiers (SSO)

Président	Lt col EMG Guillaume GENOUD - g.genoud@smg-ge.ch
Vice présidents	Lt col Pierre-Henri HEIZMANN - ph.heizmann@smg-ge.ch Maj Diego CARRILLO - d.carrillo@smg-ge.ch
Conférences-lunch	Lt col Pierre-Henri HEIZMANN ph.heizmann@smg-ge.ch - 079 594 36 70
Section de tir	Maj EMG Florian MAURY (délégué) - f.maury@smg-ge.ch
Section AVIA	Col Gilles BOURQUIN (délégué) - g.bourquin@smg-ge.ch
Porte drapeau	Mis à disposition par l'ASSgM, section genevoise
Courrier	Société militaire de Genève, 1200 Genève
CCP	12-188-7
Local	Rue des Granges 5, 1204 Genève - 022 310 39 45
Site web	www.smg-ge.ch
Webmaster	Maj Harley ANDEREGG - h.anderegg@smg-ge.ch
Gestion membres	Lt col Philippe KUNZI - p.kunzi@smg-ge.ch

1^{er} ET 2^e DE COUVERTURE

En 1^{er} et en 2^e page de couverture, nos F/A-18 assurent la police de l'air et la souveraineté de notre espace aérien. Pour combien de temps encore et avec quelle efficacité ?

3^e ET 4^e DE COUVERTURE

En 3^e de couverture, l'analyse confirme et appuie le constat selon lequel un nombre suffisamment élevé d'avions de combat et de moyens de défense sol-air sera nécessaire à l'avenir également. Sur le plan matériel, la décision de renouveler et d'assurer sur le long terme la protection de l'espace aérien avec de nouveaux jets de combat et un système de défense sol-air, reste donc valable au regard de l'analyse de la menace. La dégradation de la situation internationale constatée ces deux dernières années et les conditions fixées par le calendrier pour ces projets d'acquisition augmentent d'autant plus la nécessité d'agir.

Source : rapport sur l'état de la menace et ses conséquences sur la protection de l'espace aérien, DDPS, 9 avril 2019

En 4^e de couverture, la défense aérienne est assurée par une combinaison de différents systèmes d'armes, constituée d'avions de combat et de moyens de défense sol-air. Ces systèmes doivent former un ensemble cohérent, comprenant aussi les capteurs (radars) et les systèmes de conduite. Pour ceux-ci, une modernisation est également nécessaire et certaines décisions ont déjà été prises dans ce sens. C'est de là que vient le nom du programme « Air2030 » : ce dernier vise à remplacer les moyens de la défense aérienne, à savoir les avions de combat, la défense sol-air, les systèmes de conduite et les radars.

Source : présentation « Air2030 – Acquisition de nouveaux avions de combat et d'un système de défense sol-air pour protéger la population suisse », DDPS, 9 juin 2020

Toutes les photos (hors rédacteurs) illustrant ce numéro sont à mettre au crédit de la médiathèque du DDPS (<https://www.mediathek.admin.ch/>)

AIR 2030: UN ENJEU CRUCIAL POUR LA SURVIE DE NOTRE SYSTÈME DE SÉCURITÉ

PAR LE LT COL EMG GUILLAUME GENOUD, PRÉSIDENT SMG

La bataille a commencé, elle s'annonce ardue. L'adversaire, organisé, motivé et ayant le vent en poupe a déposé les signatures nécessaires au référendum: le peuple suisse tranchera le 27 septembre prochain sur la question de l'acquisition de nouveaux avions de combat pour un montant de six milliards de francs.

Alors que le monde a célébré en 2019 les trente ans de la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, le climat géopolitique international est pesant et le retour des grandes puissances sur le devant de la scène est frappant. Parallèlement, les actions de terreur et attaques individuelles, revendiquées par des organisations terroristes mais menées dans la majorité des cas par de tristes individus en perte de repères, ne reculent pas. Simultanément, l'OTAN s'effrite et l'Europe, affaiblie, se morcèle.

Pendant ce temps, en Suisse, dans cette atmosphère d'insécurité frappante, nous nous posons la question de la nécessité d'un système de défense...

Car c'est bien de cela qu'il s'agit: d'un système de défense dans son ensemble. Les forces au sol ne sont rien sans les forces aériennes qui ne sont rien sans les forces au sol... Autrement dit, les différentes sphères d'opération (air, sol, cyberspace, sphère de l'information) sont toutes dépendantes l'une de l'autre. Une armée moderne est un système global qui ne peut se passer de l'une de ces composantes.



Négliger une sphère d'opération équivaudrait à péjorer l'ensemble.

La Suisse accueille sur son territoire une quarantaine d'organisations internationales avec plus de 25'000 employés. La plupart ont leur siège dans la région lémanique, deux se trouvent à Berne et une à Bâle. Chaque année, quelque 4'000 chefs d'État et de gouvernement, de ministres et de hauts dignitaires se rendent à Genève pour assister aux plus de 3'500 réunions qui s'y tiennent. Dans notre canton, plus de 175 États membres de l'ONU sont représentés avec environ 4'000 membres du personnel. En outre, près de 400 organisations non gouvernementales ont leur siège à Genève et plus de 30 fédérations sportives internationales ont leur siège dans le canton de Vaud.

Qu'advient-il de ces organisations en cas de refus du peuple suisse à assurer leur sécurité? Tenons-nous tant que cela à les voir déménager?

La Suisse, par sa neutralité et sa sécurité, a contribué à la résolution de multiples conflits sur son territoire et est saluée par de nombreux chefs d'État à travers le monde pour son rôle diplomatique majeur sur le plan international. Sommes-nous prêts à nous en passer? De plus, notre espace aérien est traversé quotidiennement par près de 3'600 vols. Qui s'occupera d'en assurer la sécurité sans forces aériennes? Nos voisins, qui ont également vu leurs effectifs militaires fondre ces dernières années, devant assurer leur propre espace aérien en sus des opérations extérieures, aucun ne serait à même aujourd'hui de nous appuyer. Sans compter que la perte de souveraineté sur notre espace aérien correspondrait à une perte de souveraineté sur notre territoire.

Enfin, la paix et l'unité de notre Patrie sont les garants de notre stabilité économique, contribuant ainsi directement au niveau de vie actuel en Suisse (classée au 2^e rang mondial

en 2019 derrière la Norvège). Cette stabilité et cette paix peuvent-elle vraiment être garanties sans un système de sécurité crédible ?

Il est alors aisé de se rendre compte que le débat ne tourne pas uniquement sur l'acquisition d'un nouvel avion de combat, mais bien sur la survie de notre système de sécurité, des institutions et des conditions qui en dépendent.

Une fois de plus c'est à nous, officiers de milice, qu'il appartient de nous battre pour notre armée, garante de la sécurité et de la paix dans notre pays.

Le comité genevois «AIR 2030 – OUI à la protection de la Suisse» (dont la SMG assure la vice-présidence), premier comité à avoir été formé dans notre pays, au mois de janvier déjà, a pris le taureau par les cornes. Les recherches de dons et de financements ont commencé, le calendrier de campagne est établi et les stratégies définies.

Mais ce ne sera pas suffisant :

Tous, du lieutenant à l'officier général, nous devons impérativement redoubler d'efforts et convaincre notre famille, nos amis, nos voisins de l'importance de l'acquisition d'un nouvel avion de combat et des véritables enjeux qui découlent d'une défense aérienne crédible.

À ce titre, il est capital de ne pas répéter les erreurs du passé en s'improvisant spécialistes de l'aviation militaire ou en critiquant les conditions d'acquisition décidées par le parlement.

Unis, nous devons faire passer un seul message : « La sécurité dont dépend notre pays est un système global qui ne peut fonctionner sans des forces aériennes performantes. C'est pourquoi, le renouvellement de la flotte d'avions de combat est crucial ».

C'est notre devoir, à nous, cadres de notre armée, d'informer nos concitoyens et de les convaincre !

Dès maintenant, retrouvons nos manches et agissons ensemble pour notre pays !

PANORAMA DE LA THÉMATIQUE AIR2030

**PAR PASCAL KÜMMERLING, JOURNALISTE
ET SPÉCIALISTE DE L'AÉRONAUTIQUE**



Pourquoi est-ce important de renouveler notre flotte aérienne ?

Air2030, ce n'est pas juste l'achat d'un avion, mais d'un système complet (avion/système sol-air) capable de répondre

à une multitude de menaces actuelles et futures. Il s'agit notamment de pouvoir répondre aux attaques physiques et non physiques, soit une combinaison de guerre conventionnelle avec l'infini de l'internet.

Pourquoi maintenant ?

Avec le refus de la votation sur le « Fonds d'acquisition de l'avion de combat Gripen », les

avions de combat Northrop F-5 E/F « Tiger II » datant des années 1970 n'ont pas été remplacés. Ceux-ci sont, depuis un certain temps, devenus obsolètes et vont être retirés complètement du service très prochainement.

La flotte de Boeing F/A-18 C/D « Hornet » a dépassé la moitié de sa vie cellule. L'avion est conçu pour 5'000 heures de vol. Les heures annuellement nécessaires pour l'entraînement de nos pilotes sont de 5'500 heures environ (120h/an par pilote + simulateur). La prolongation de vie à 6'000 heures en cours doit permettre de pouvoir voler jusqu'en 2030. Il ne sera pas possible de prolonger l'avion au-delà car, dès 2023, Boeing ne livrera plus les mises à jour des logiciels et dès 2032, l'avionneur ne pourra pas garantir la fourniture de pièces détachées. C'est pour cela que les pays utilisateurs comme la Suisse (mais aussi

l'Australie, le Canada, l'Espagne, la Finlande, le Koweït et l'US Navy) planifient le retrait et le remplacement d'ici 10 ans de l'ensemble des modèles de « Hornet ».

Préliminaires à Air2030 :

La décision de lancer le programme « Air2030 » ne s'est pas faite en un jour. Toutes les alternatives ont été étudiées (prolongation des avions, sous-traitance de la police du ciel, achat d'avions d'occasion), mais finalement ces dernières n'offraient pas de solutions viables à long terme, ni en fonction de l'ensemble des besoins.

C'est après l'étude des alternatives que le DDPS a lancé le projet « Air2030 ». Pour ce faire, deux groupes de travail ont été créés :

- Groupe d'accompagnement pour l'évaluation de l'acquisition;
- Groupe d'experts sur le futur avion.

S'y ajoutent les Entretiens de Watteville, ainsi que celles au Parlement.

En parallèle, un document complet « AVE-NIR DE LA DÉFENSE AÉRIENNE, Sécurité de l'espace aérien pour la protection de la Suisse et de sa population » a été publié en mai 2017, rédigé par un groupe d'experts pour le prochain avion de combat sous la direction du chef de l'État-major de l'armée. Il faut y ajouter, en avril 2019, les trois rapports complémentaires demandés par Mme la conseillère fédérale Viola Amherd :

- Rapport sur l'état de la menace et ses conséquences sur la protection de l'espace aérien, sous la direction de Mme l'ambassadrice Pálvi Pulli;
- Avis indépendant sur le rapport du groupe d'experts « Avenir de la défense aérienne », rédigé par le Professeur honoraire Claude Nicollier;
- Évaluation des affaires compensatoires pour les acquisitions d'armement par l'expert Kurt Grüter.

Financement garanti :

Le financement est entièrement pris sur le budget ordinaire de l'armée et ne nécessite aucune subvention par d'autres départements ou d'autres institutions. Cet argent, en cas de « NON », n'ira pas ailleurs !

Coûts effectifs :

Le plafond de CHF 6 mia pour l'acquisition d'avions de combat comprend les coûts globaux sur la durée de vie des appareils: CHF 18 mia, soit un coût mensuel sur 30 ans de CHF 6.- par habitant. La vie des cellules des nouveaux avions est plus longue, soit une fourchette de 8'000 à 10'000 heures de vol en comparaison avec le F/A-18 qui est de 5'000 heures. De plus, les nouveautés en matière de diagnostic de panne vont permettre de diminuer certains travaux de maintenance.

Avions de luxe ?

Les avions de combat en compétition sont standards et correspondent aux besoins et à la technologie nécessaires selon un cahier des charges établi en adéquation avec l'analyse des menaces. Ils répondent à des besoins clairement identifiés. Des avions plus légers ne peuvent effectuer les missions les plus basiques de police du ciel et encore moins en ce qui concerne les tâches les plus avancées.

La défense sol-air ne suffit pas !

La défense sol-air seule ne permet pas de protéger l'espace aérien. En Suisse, les radars au sol subissent les effets de la topographie. Les ondes radar ne traversant pas les montagnes, la capacité de couverture d'un système sol-air de moyenne/longue portée est limitée à 15'000 km² (données tirées du rapport « Avenir de la défense aérienne »). Par ailleurs, un système sol-air est une arme de guerre mais inutilisable en temps de paix. De plus, l'engagement contre des missiles balistiques est complexe et ne peut être effectué de manière fiable qu'à travers un engagement en « réseau » avec un avion de combat multirôle.





Pas seulement un avion, mais un système complet :

Nous sommes amenés à voter uniquement sur l'achat de l'avion. Mais « Air2030 » n'est pas qu'un avion pour assurer la police du ciel. C'est un projet complet en vue d'adapter les Forces aériennes aux nombreux défis qui les attendent. La guerre se complique avec ce qu'on appelle les « opérations multidomaines » (détection tout azimut, combat au-delà de la portée visuelle, guerre en réseau (electronic warfare) et antibalistique, reconnaissance). Parce que les avions de combat modernes sont conçus comme des plateformes volantes polyvalentes, ils servent également de pont entre les espaces physiques et non physiques. Aujourd'hui, les liaisons de données vers tous les partenaires au sol et les capteurs capables de vérifier les dangers au sol et dans les airs à distance sont presque plus importants que l'armement ou les caractéristiques de vol pour les combats aériens classiques. La capacité de mener une guerre électronique est de plus en plus attendue, car les avions de combat modernes en sont la clé de voûte !

En conséquence, l'avion de combat moderne est directement lié à la cyberguerre, car celui-ci en est un vecteur direct. Air2030 allie un avion avec un système sol-air qui vont travailler en binôme, afin de répondre de manière la plus adaptée à l'évolution des menaces. Les « zones non couvertes » par le système sol-air seront complétées par le radar volant de l'avion car, sans ce dernier, la détection reste limitée.

La Suisse partenaire de sécurité :

L'histoire des conflits nous montre à bien des égards que l'on ne peut compter sur la protection de ses voisins. Par contre, il est nécessaire

de participer à une sécurité commune. La Suisse est un partenaire de choix dans ce que l'on appelle la sécurité Centre-Europe. D'ailleurs, l'acquisition d'un nouvel avion de combat associé à un système complet de défense aérienne est particulièrement bien vue de la part de nos voisins français, allemands et italiens. Ceux-ci espèrent qu'à l'avenir, nous pourrions continuer de travailler ensemble pour améliorer l'échange de données, afin de mieux sécuriser nos espaces aériens.

Certifié bio-kérosène :

Les nouveaux avions de combat seront tous certifiés pour voler avec du bio-kérosène. A l'avenir, il sera donc possible de protéger notre espace aérien tout en offrant une meilleure adéquation avec la protection du climat. Selon les avionneurs, l'état des certifications est le suivant : le Super Hornet = certifié, F-35 = certification en cours, Rafale & Eurofighter = certification attendue pour 2023.

Les offsets, un retour sur investissement :

Les affaires compensatoires sont soumises à la loi du marché. Le tout est contrôlé à l'aide d'un registre public et l'argent investi permettra de donner un nouveau souffle à l'industrie avec des emplois, donc des cotisations AVS et un retour en termes d'impôts. C'est ainsi que l'argent travail pour le bien de la communauté.

Notre souveraineté :

Notre aviation militaire garantit notre souveraineté aérienne et aucun avion étranger armé ne peut traverser notre territoire pour des opérations à l'étranger. Ceci est la garantie de notre politique de sécurité ainsi qu'en matière de relations étrangères.

Il n'y pas de plan B à l'achat d'un nouvel avion de combat !



INTERVIEW CROISÉE DE DEUX PILOTES DE MILICE

**CAP JEAN-LUC SCHORER,
PILOTE DE MILICE, ANCIEN CDT DE L'ESCADRILLE D'AVIATION 5**

**CAP CÉDRIC PERRET-GENTIL,
PILOTE DE MILICE, ESCADRILLE D'AVIATION 6**

Coût de CHF 8 milliards

Ce coût est très élevé. L'argent pourrait être affecté à d'autres choses (formation, santé).

cap Cédric Perret-Gentil



Il faut dire, répéter et **MARTELER** – et les opposants se gardent bien de le mentionner – que le budget utilisé pour Air2030 (à savoir l'acquisition d'un nouvel avion de combat et d'un système de défense sol-air) fait partie du **budget ordinaire de l'armée**.

cap Jean-Luc Schorer



En cas de non utilisation, le solde ne sera pas réparti ou donné à d'autres départements; il permettra simplement l'achat d'autres matériels militaires dans les années à venir. De même en cas de NON, cet argent ne sera pas restitué pour la formation ou la santé comme les opposants tentent de l'insinuer.

N'est-ce pas qu'une partie des coûts? Ne va-t-on pas finalement payer plus?

cap Jean-Luc Schorer

Il n'y a pas de coûts cachés dans le projet d'acquisition: les 8 milliards sont destinés à l'acquisition d'un système complet (avion et système de défense sol-air) selon un cahier des charges précis. Sur le long terme, les frais de fonctionnement des avions et du système de défense sol-air seront pris sur le budget ordinaire de l'armée. On peut ici faire un parallèle avec le creusement des NLFA (Nouvelles Lignes Ferroviaires Alpines) et

des tunnels de base du Gothard, du Monte Ceneri et du Lötschberg pour lesquels le peuple avait dû donner son aval au budget de réalisation, les coûts votés ne comprenant évidemment pas les coûts de maintenance de ces ouvrages pour les décennies futures.

Nécessité d'une votation

Doit-on voter là-dessus?

cap Cédric Perret-Gentil

C'est LA question. Depuis longtemps déjà, l'acquisition de nouveaux avions de combat en Suisse prend l'aspect récurrent d'un mélodrame politico-passionnel. On peut penser à l'affaire des Mirages au début des années soixante, l'initiative populaire «Pour une Suisse sans nouveaux avions de combat» lancée par le GSsA pour s'opposer à l'achat des F/A-18 et refusée dans les urnes en 1993, et, plus près de nous, l'acceptation du référendum contre le fonds visant l'acquisition du Gripen en 2014. A la différence d'un pays voisin où les présidents de gauche, comme ceux de droite, passent fièrement en revue leurs troupes le 14 juillet en bas de l'avenue des Champs-Élysées, la gauche suisse a officiellement pour but le démantèlement de l'armée suisse. Ainsi, le Conseil Fédéral souhaitant donner au peuple suisse la possibilité de se prononcer sur le programme Air2030 et afin de notamment devancer une initiative populaire «à la 1993», il a été décidé de présenter ce programme au Parlement sous la forme d'un arrêté de planification qui est sujet à référendum facultatif. Relevons néanmoins que, par rapport au référendum précédent dans le cadre du Gripen, on doit cette fois-ci heureusement ne se prononcer que sur un principe de renouvellement de notre flotte d'avions et l'achat d'une défense sol-air, et non sur un type d'avion précis.

cap Jean-Luc Schorer

Le choix d'un système doit être laissé aux professionnels qui ont édité un strict cahier des charges et des spécifications précises. Il ne me viendrait pas à l'idée de me prononcer sur l'achat d'un scanner plutôt qu'un autre pour les hôpitaux universitaires de Genève !

Avions versus missiles

Pourquoi ne pas acheter uniquement des missiles ?

cap Cédric Perret-Gentil

Prenons l'exemple d'une situation maintes fois évoquée mais très parlante : imaginez un avion civil qui ne réponde soudain plus aux directives du contrôle de la circulation aérienne et qui semble voler en perdant de l'altitude en direction du village de Davos pendant le WEF, en direction d'une de nos centrales nucléaires ou d'un de nos centres urbains, l'avion ayant sans raison apparente quitté sa voie aérienne. Sans avoir au préalable pu formellement confirmer que cet aéronef a des intentions belliqueuses, il serait politiquement difficilement imaginable de donner l'ordre de le détruire en plein vol avec un missile. Un avion de combat permet en revanche de l'intercepter, de l'identifier et d'ensuite adopter un comportement adéquat. Il en va de même d'un avion qui pénétrerait dans l'espace aérien suisse sans autorisation ; il s'agit tout simplement d'être en mesure de garantir la souveraineté de nos frontières terrestres également dans leur 3^e dimension et donc de pouvoir mener des missions de police aérienne.

cap Jean-Luc Schorer

En fait, une fois que l'on a appuyé sur le bouton de départ du missile, il y a peu de possibilités de revenir en arrière...

Avion de chasse versus avion d'entraînement ?

Souhaiter un avion moins cher, du type avion d'entraînement comme proposé par certains partis politiques, n'est-ce pas une solution plus raisonnable pour notre petit pays ?

cap Jean-Luc Schorer

Un avion d'entraînement a des missions fondamentalement différentes de celles d'un avion de chasse opérationnel. L'un ne

peut pas remplacer l'autre. De plus, un avion d'entraînement n'a pas les performances tant aéronautiques qu'en matière d'armement requises par le cahier des charges que doivent remplir nos Forces aériennes. Les pays qui nous entourent ne garantissent d'ailleurs pas leur souveraineté aérienne au moyen d'avions d'entraînement !



cap Cédric Perret-Gentil

La gauche suggère par exemple l'achat d'un avion « low cost » italien de la société Leonardo. Or les Forces aériennes italiennes possèdent elles-mêmes des Eurofighter et bientôt même une flotte de F-35 pour leur défense aérienne...

Souveraineté aérienne

N'est-il pas superflu d'acheter un avion de chasse pour le maintien de la souveraineté aérienne lorsque l'on est situé au cœur de l'Europe ?

cap Jean-Luc Schorer

L'histoire des conflits nous montre que l'on ne peut malheureusement pas compter sur la protection et l'appui de ses voisins. Par contre, il est nécessaire de participer à une sécurité commune, la Suisse étant un partenaire dans la sécurité Centre-Europe. L'acquisition d'un nouvel avion de combat associé à un système complet de défense aérienne est d'ailleurs particulièrement bien vue de la part de nos voisins.

cap Cédric Perret-Gentil

C'est précisément parce que nous ne sommes pas dans l'OTAN que nous avons la responsabilité d'assurer la souveraineté de notre espace aérien.

Âge des avions

À regarder nos F/A-18 qui paraissent en très bon état et au vu de leur programme de modernisation lancé en 2007 (liaison interavions et avec les organes de guidage au sol

par Link 16, intégration d'un afficheur/visueur de casque JHMCS, installation d'un pod de désignation infrarouge et laser, etc.), faut-il vraiment déjà les remplacer?

cap Jean-Luc Schorer

La problématique principale tient ici à l'âge de la flotte des F/A-18. Ces avions seront en service auprès de nos Forces aériennes depuis plus de 30 ans à la fin de la décennie actuelle, les premiers ayant été livrés en 1997. On fait déjà actuellement face à des problèmes de structure dont la presse s'est d'ailleurs récemment faite écho (fissures sur les volets d'atterrissage). Il n'est de plus techniquement pas possible de prolonger la durée de vie de l'avion car, dès 2023, Boeing ne livrera plus les mises à jour des logiciels et dès 2032, l'avionneur ne pourra plus garantir l'obtention de pièces détachées.

cap Cédric Perret-Gentil

A titre d'exemple, j'ai personnellement fait un vol à Payerne début août avec des F/A-18

qui étaient limités dans leurs manœuvres de combat aérien à cause de ces problèmes de structure. C'est donc une problématique qui est tout sauf abstraite.

Quels sont vos pronostics pour cette votation ?

cap Jean-Luc Schorer

La population suisse est raisonnable dans son ensemble. Les arguments sécuritaires sont tels pour cette votation qu'il serait particulièrement insensé de ne pas voter « OUI ». Je suis convaincu que le projet va passer.

cap Cédric Perret-Gentil

Qui avait prévu la chute du Mur de Berlin en 1989 ? Qui, parmi les soi-disant bien-pensants qui proclament aujourd'hui haut et fort que toute menace sécuritaire en Europe a disparu, peuvent sérieusement prédire la situation sécuritaire européenne en 2040 ou même en 2030. La population suisse saura, je l'espère, prendre la bonne décision et voter « OUI » à l'arrêt de planification d'Air2030.

NOUVELLES BRÈVES DE LA SMG



Le samedi 13 juin 2020, le Lt col Roland **BODMER** représente la SMG à la conférence des présidents de la Société Suisse des Officiers (SSO) à Berne.

Le mardi 30 juin 2020, le cap Julien **BLANC** représente la SMG à la cérémonie de prise

du drapeau du bataillon de carabiniers 14, qui s'est déroulé sur la place d'armes de Bure (JU).

Le mardi 14 juillet 2020, séance de comité à la villa Dufour, suivie d'une grillade et d'un apéritif offerts aux quelque vingt membres présents.

CONSEIL EN ASSURANCES, PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE ET PLANIFICATION À LA RETRAITE

PFS
CONSEILS SA
ASSURANCES & GESTION DE PATRIMOINE

Votre contact : Philippe Schwarm
T. 022 817 05 05 | contact@pfsconseils.ch | www.pfsconseils.ch | 41, rue de la Synagogue, 1204 Genève

COMMUNIQUÉS DE PRESSE, COMITÉ GENEVOIS AIR 2030 – OUI À LA PROTECTION DE LA SUISSE

OUI à l'acquisition de nouveaux avions de combat

Air2030 - de quoi s'agit-il ?

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent renouveler la défense aérienne. La Suisse va remplacer ses avions de combat, en service depuis 1978 et 1996, par de nouveaux appareils pour un coût maximum de 6 milliards de francs. Alors que les avions de 1996 (F/A-18 Hornet) atteindront la fin de leur vie en 2030, les avions achetés en 1978 (F-5E Tiger) sont déjà obsolètes. En cas d'engagement, ils n'auraient aucune chance contre un avion de combat moderne. C'est donc clair : les anciens avions doivent être remplacés. Sinon, l'espace aérien suisse se retrouvera sans protection à partir de 2030.

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) a déposé un référendum contre cette décision. Le 27 septembre 2020, il y aura donc une décision fondamentale à prendre : des avions pour protéger la population suisse - oui ou non. Le type d'avion ne sera défini par le Conseil fédéral qu'après ce vote.

L'armée et ses composantes, une nécessité

À l'heure du premier bilan sur la gestion de la Covid-19 par nos autorités, force est de constater que l'ensemble des institutions sécuritaires de notre pays auront joué leur rôle, soit de première ligne, soit de réserve stratégique. C'est bien cette dernière fonction que notre armée a jouée, depuis les soldats sanitaires au sein des principaux hôpitaux du pays en passant par les troupes d'infanterie en appui aux frontières de notre territoire.

L'armée est donc un outil qui se doit d'être aussi efficace en cas de pandémie autant que pour maîtriser des cyberattaques à grande échelle sur les infrastructures vitales de notre pays, que pour faire respecter la souveraineté aérienne de notre pays.

Qui comprendrait que nous puissions accueillir le second siège mondial des Nations Unies



ainsi que des dizaines d'organisations internationales, clés du multilatéralisme, et, dans le même temps, sous-traiter tout ou partie de la sécurité de leur présence sur notre sol ?

Imprévisibilité de l'évolution internationale

Plus que jamais, notre monde vit une époque instable et troublée. Que les facteurs déclenchants soient économiques, sociaux, politiques ou culturels, tout concourt à déstabiliser gouvernements et institutions politiques. Bien malin celle ou celui qui pourrait nous assurer de l'état du monde dans 5 ou dans 10 ans.

L'imprévisibilité règne aujourd'hui sans équivalent et, bien souvent, nous en sommes réduits à des hypothèses ou à des paris.

Dans ce cadre, il est absolument nécessaire de pouvoir compter sur des dispositifs de préservation, sources de sécurité et assurances de notre bien-être. L'institution militaire est l'un de ceux-ci et l'ensemble de ses capacités de prestations doivent être disponibles.

De la pure logique

Aujourd'hui, les avions F/A-18 Hornet et F-5E Tiger utilisés atteindront la fin de leur durée de vie au plus tard en 2030. Il est donc logique de changer les deux anciens types d'appareils maintenant, car un processus d'achat peut prendre plusieurs années. Le remplacement

des deux types d'avions par un seul permettra de simplifier davantage la maintenance. Cette logique s'appliquerait, sans opposition ni remise en question, dans tout autre domaine.



Remplir notre mandat de défense

Dans le cas d'espèce, il est demandé in fine à chaque citoyenne, chaque citoyen, de décider de l'avenir des forces aériennes de son pays et, partant, de la crédibilité tout entière de l'institution militaire.

La neutralité de notre pays doit absolument être perpétuée et le renouvellement de notre flotte d'avions de combat en fait intégralement partie, à moins d'envisager son abandon et un rapprochement de type sécuritaire avec l'OTAN, au demeurant seule force crédible et organisée sur notre continent.

Un budget ordinaire

Rappelons enfin que le budget planifié pour l'achat des nouveaux avions de combat est intégralement prélevé sur le budget ordinaire de l'armée et sa progression liée au taux de croissance réel de notre économie, sans qu'aucun autre budget de la Confédération ne soit touché. En cas de refus, cette somme restera simplement affectée au budget de notre armée.

Pour continuer d'assurer la sécurité de la Genève internationale, nous avons besoin d'avions de combat dignes de ce nom !

Accords, conventions, on ne compte plus les traités historiques qui ont été signés

à Genève. Dans la cité internationale du bout du lac, les visites des plus grands chefs d'Etat du monde font partie du quotidien. Air Force One s'est posé des dizaines de fois sur le tarmac de Genève Aéroport avec, à son bord, différents présidents américains. Le monde entier se souvient encore de la poignée de main échangée entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev en 1985. La place de Genève, « capitale » de la paix, figure dans les manuels d'histoire en évoquant la signature des accords de 1954 mettant fin à la guerre d'Indochine, les négociations sur le programme nucléaire iranien, ainsi que des pourparlers dans le cadre de la guerre civile en Syrie. La Suisse en général et Genève en particulier ont accumulé une énorme expérience dans le domaine de la médiation et de l'aide aux négociations.

Genève ville internationale avec 400 ONG. Genève place stratégique au cœur de l'Europe reconnue pour sa situation exceptionnelle et sa sécurité. Ce n'est pas juste une pub. Mais une réalité. « La Suisse avec sa neutralité reconnue et respectée offre un cadre unique au monde pour les organisations internationales mais aussi pour des manifestations comme le World Economic Forum de Davos, des événements qui impliquent une exigence exceptionnelle en matière de sécurité » constate **Raymond Loretan**, ancien ambassadeur de Suisse, membre de l'Assemblée constituante genevoise et Président du Club diplomatique de Genève.

« Le principe de la neutralité armée implique non seulement que l'on ne participe pas aux conflits mais que l'on soit en mesure de défendre de manière crédible et indépendante ce statut. Il faut se donner les moyens de sa politique. Pour assurer son indépendance, la Suisse doit garantir sa sécurité par ses propres moyens, c'est une question de crédibilité », poursuit **Raymond Loretan**. Une sécurité qui comprend naturellement son espace aérien, d'où la nécessité d'acquérir de nouveaux avions de combat et des moyens de défense sol air.



Adversaires et haute technologie

« Si vis pacem, para bellum; si tu veux la paix, prépare la guerre », ce dicton est malheureusement toujours valable. Même au-delà de ce constat, la défense aérienne est indispensable en temps de paix pour remplir des missions de police du ciel qui relèvent de la souveraineté nationale. Il est hors de question que des avions de chasse étrangers soient appelés pour contrôler des appareils non identifiés ou sans contact radio. Il appartient à la Suisse de surveiller l'espace aérien, notamment lors d'événements internationaux sensibles. Aujourd'hui nos appareils sont en bout de course et il est impératif de se doter d'avions performants, adaptés à la mission. « Gardons à l'esprit le worst cas scénario, l'ennemi potentiel est équipé des dernières technologies, ajoute **Raymond Loretan**. Nous devons être à la hauteur et anticiper le pire en maîtrisant jour et nuit notre espace aérien. »

Les événements du 11 septembre 2001 ont hélas démontré la vulnérabilité de l'espace aérien. La Suisse a certes été épargnée par des attentats mais rien ne nous indique qu'elle en est à l'abri, au contraire. Ces attaques terroristes peuvent évidemment venir par les airs. D'où la nécessité de posséder une défense coordonnée - sol air et avions de combat - mobilisée 24h sur 24. C'est le seul moyen de garantir la souveraineté intégrale de notre territoire, sans laquelle nous ne sommes plus libres mais prisonniers de la menace et dépendant de l'aide extérieure. La sécurité aérienne est un important maillon de la chaîne de sécurité suisse. Celle-ci passe par les ambulances, la police, les pompiers,

l'armée de terre et les avions de combat. Toutes ces composantes sont interdépendantes et la solidité se mesure à son maillon le plus faible, aujourd'hui ses avions de combats dépassés. **Alors disons OUI à la sécurité aérienne le 27 septembre prochain !**

La Genève internationale en chiffres, c'est: (Chiffres 2018-2019)
37 organisations internationales
399 organisations non-gouvernementales
179 états représentés par une mission permanente
32'839 emplois dans le canton et 40'000 diplomates et fonctionnaires internationaux

Un achat indispensable pour la sécurité de notre pays !

Air2030 n'est pas juste l'achat d'un avion mais d'un système complet (avion/système sol-air) capable de répondre à une multitude de menaces actuelles et futures. L'un sans l'autre reviendrait à bâtir les murs d'une maison sans construire son toit !

Des avions désormais dépassés ou en passe de l'être

Avec le refus enregistré lors de la votation sur le « Fonds Gripen » en mai 2014, les avions de combat Northrop F-5 E/F « Tiger II » datant des années 1970 n'ont pas été remplacés. Ceux-ci sont depuis un certain temps devenus obsolètes et vont être retirés complètement du service très prochainement.

La flotte de Boeing F/A-18 C/D « Hornet » a dépassé, quant à elle, la moitié de sa vie. L'avion est conçu pour 5'000 heures de vol. La prolongation de vie à 6'000 heures en cours doit permettre de pouvoir voler jusqu'en



2030. Il ne sera pas possible de prolonger l'avion au-delà car, dès 2023, Boeing ne livrera plus les mises à jour des logiciels et, dès 2032, l'avionneur ne pourra plus garantir la fourniture de pièces détachées. C'est pour cela d'ailleurs que les pays utilisateurs de cet aéronef comme la Suisse (l'Australie, le Canada, l'Espagne, la Finlande, le Koweït et l'US Navy) en planifient son retrait et son remplacement d'ici 10 ans.

Financement garanti et coûts effectifs

Il est capital de le rappeler: le financement est entièrement pris sur le budget ordinaire de l'armée et ne nécessite aucune subvention par d'autres départements ou d'autres institutions. Cet argent, en cas de «NON», n'ira pas ailleurs!

D'autre part, le plafond de CHF 6 mia pour l'acquisition d'avions de combat comprend les coûts globaux sur la durée de vie des appareils: CHF 18 mia, soit un coût mensuel sur 30 ans de CHF 6.- par habitant. La vie des cellules des nouveaux avions est plus longue, soit une fourchette de 8'000 à 10'000 heures de vols en comparaison avec l'actuel F/A-18 qui est de 5'000 heures. De plus, les nouveautés en matière de diagnostic de panne vont permettre de diminuer certains travaux de maintenance.

Police du ciel, d'autres solutions?

Les avions de combat en compétition sont standards et correspondent aux besoins et à la technologie nécessaire selon un cahier des charges établi en adéquation avec l'analyse des menaces. Ils répondent à des besoins clairement identifiés. Des avions plus légers



ne peuvent effectuer les missions les plus basiques de police du ciel et encore moins en ce qui concerne les tâches les plus avancées. C'est plus spécifiquement le cas du Leonardo M346FA, mis en avant par le parti socialiste. D'abord, cet avion serait un doublon, étant donné que nos pilotes sont formés sur Pilatus PC-21, moins cher à l'achat comme à l'heure de vol. Ensuite, en ce qui concerne la police du ciel, le M346FA n'est pas adapté, car il est spécialisé dans l'attaque au sol (de type anti-guérilla). Enfin, cet avion n'est pas à la norme QRA15 (décollage en moins de 15 minutes) et son plafond pratique de 12'000 mètres sans armement ne permet pas de rejoindre un avion de ligne à haute altitude. Trop lent, pas de postcombustion, il ne peut pas non plus rejoindre un jet militaire rapidement. De la même façon, une défense sol-air seule ne permet pas de protéger l'espace aérien. En Suisse, les radars au sol subissent les effets de la topographie. Les ondes radars ne traversant pas les montagnes, la capacité de couverture d'un système sol-air de moyenne/longue portée est limitée à 15'000 km² (données tirées du rapport «Avenir de la défense aérienne»). Par ailleurs, un système sol-air est une arme de guerre mais inutilisable en temps de paix. De plus, l'engagement contre des missiles balistiques est complexe et ne peut être effectué de manière fiable qu'avec un engagement en «réseau» avec un avion de combat multirôle.

Pas seulement un avion, mais un système complet

Nous sommes amenés à voter uniquement sur l'achat de l'avion. Mais «Air2030» n'est





pas qu'un avion pour assurer la police du ciel. C'est un projet complet en vue d'adapter les Forces aériennes aux nombreux défis qui les attendent. Aujourd'hui, les liaisons de données vers tous les partenaires au sol et les capteurs capables de vérifier les dangers au sol et dans les airs à distance sont presque plus importants que l'armement ou les caractéristiques de vol pour les combats aériens classiques. La capacité de mener une guerre électronique est de plus en plus attendue,

car les avions de combat modernes en sont la clé de voûte !

En conséquence, l'avion de combat moderne est directement lié à la cyberguerre, car celui-ci en est un vecteur direct. Air2030 allie un avion avec un système sol-air qui vont travailler en binôme, afin de répondre de manière la plus adaptée à l'évolution des menaces.

Alors disons OUI à la sécurité aérienne le 27 septembre prochain !

Le **Comité genevois AIR 2030 - OUI à la protection de la Suisse**, présidé par M. Philippe Fleury, est une association représentant les partis du centre et de la droite siégeant au Grand Conseil genevois (PLR, PDC, UDC, MCG), les principales associations économiques (FER, CCIG, Swissmem) ainsi que les sociétés militaires et patriotiques. Constitué pour l'occasion, le Comité mènera campagne sur le territoire de la République et Canton de Genève.

Pour nous aussi la sécurité est essentielle.

Nous accompagnons les entreprises et organisations dans la gestion sécurisée de leurs infrastructures informatiques à Genève et en Suisse depuis plus de 15 ans.

kyos
embedded security

Kyos Sàrl Genève
Ch. Frank-Thomas 32
1208 Genève

www.kyos.ch

SANS SÉCURITÉ AÉRIENNE CRÉDIBLE, LE RÔLE DE LA SUISSE EN MATIÈRE DE PROMOTION DE LA PAIX EST DANGEUREUSEMENT FRAGILISÉ

PAR L'OF SPÉC CLAUDE BONARD



La Suisse, et Genève en particulier, est l'un des principaux centres de la politique internationale où se pratique en permanence la diplomatie multilatérale. Lors de grands Sommets internationaux (conférence Reagan-Gorbatchev, conférence sur la Palestine, Sommet Clinton-Assad par exemple), ou encore à l'occasion du suivi du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague « Geneva 2000 Forum » et du Sommet du G8 d'Evian en juin 2003, Genève et la Confédération coopèrent étroitement et efficacement afin d'assurer la sécurité, notamment dans la troisième dimension. En effet, afin d'éviter toute intrusion aérienne inamicale par voie aérienne dans le périmètre situé à proximité du lieu d'une conférence ou négociation internationale importante, le Conseil fédéral désigne généralement les zones interdites en vertu de la Loi fédérale sur la navigation aérienne. La mise en vigueur d'une telle zone fait à chaque fois l'objet d'un NOTAM « messages aux navigants aériens ». Dans une région frontière telle que celle de Genève par exemple, le périmètre de telles

zones est bien évidemment défini en collaboration avec les autorités françaises au plus haut niveau. L'ensemble du secteur de part et d'autre de la frontière fait ainsi l'objet d'une surveillance aérienne militaire étroite appuyée par des éléments de défense sol-air adaptés à la situation. A titre d'exemple, en marge de l'exercice franco-suisse LEMAN 99 du 1^{er} juillet 1999 à Genève, les états-majors des deux pays ont pu harmoniser leur position dans la perspective d'une coopération entre les deux armées de l'air en cas d'importante conférence internationale à Genève. La condition sine qua non d'une telle démarche, aujourd'hui comme hier, repose sur une crédibilité réciproque, les deux partenaires devant pouvoir s'appuyer sur des moyens aériens adaptés, modernes et performants. Dans la perspective du vote du 27 septembre prochain, les citoyens suisses doivent savoir qu'il y va de la crédibilité de la Confédération qui a réaffirmé encore récemment l'importance de la Genève internationale en tant qu'outil de sa politique de bons offices. A ce stade de coopération, si elle veut être crédible, la Suisse doit à l'évidence disposer d'une flotte aérienne militaire performante. **Pour cette raison, je voterai OUI à la sécurité aérienne le 27 septembre prochain.**

MISE À JOUR DE VOS DONNÉES PERSONNELLES

Votre grade, votre adresse postale, votre numéro de téléphone ou encore votre adresse de courriel ont changé ?

Merci d'avance de nous en informer :

- soit au moyen de la nouvelle rubrique réservée aux membres sur notre site Internet : www.smg-ge.ch/membres/
- soit par courrier électronique à : info@smg-ge.ch
- soit par courrier postal à : SMG, rue des Granges 5, 1204 Genève

Date/Heure	Lieu	Organisateur	Thème	Principaux-ales intervenant-e-s	Format	Informations pratiques
Sa 22 août 14h00-16h00	Le Théâtre, 6020 Emmenbrücke	Société des officiers des Forces aériennes (AVIA Luftwaffe)	Air2030 – Six milliards jetés par les fenêtres?	CF V. Amherd, CE T. Burkart, Pr.C. Nicollier	Débat	Public et gratuit. Sans inscription. event@avia-luftwaffe.ch
Lu 24 août 18h00-20h30	OMPI, 1202 Genève	Comité genevois AIR 2030 - OUI à la protection de la Suisse	OUI à la sécurité aérienne le 27 septembre!	CF V. Amherd, L. de la Serna, B. Matthey, R. Loretan	Débat	Public et gratuit. Places limitées. Inscription obligatoire. Pièce d'identité obligatoire. https://www.ccig.ch/agenda/2020/08/Oui-a-la-secu-rite-aerienne-le-27-septembre
Me 26 août 18h30-21h00	Cercle des Vieux-Grenadiers, 1205 Genève	Société des Vieux Grenadiers de Genève	La politique de sécurité et les besoins de notre armée	Br.W. Epper, C'd'E P. Maudet	Conférence & Apéritif d'înatoire	Ouvert au public, sur inscription. https://forms.gle/DpM3Z7V-bRemp8KHng
Lu 31 août 12h15-14h00	Hôtel Warwick, 1201 Genève	Club du Lundi	Pourquoi acquérir des moyens de défense aérienne ?	Div C. Meier	Déjeuner-Conférence	Sur invitation par un membre du Club du Lundi https://club-du-lundi.ch/nos-conferenciers/
Ma 1^{er} sept. 12h15-13h30	Local SMG, 1204 Genève	Société Militaire de Genève (SMG)	Air2030 – Acquisition de nouveaux avions de combat et d'un système de défense sol-air pour protéger la population suisse	Col EMG A. Willi	Conférence-Lunch	Sur inscription et invitation par un membre de la SMG https://www.smg-ge.ch/active/acquisition-nouvel-avions-com-bat/
Me 2 sept. 19h30-21h00	Salle communale 1213 Onex	Société Militaire de Genève (SMG)	Air2030 – Acquisition de nouveaux avions de combat et d'un système de défense sol-air pour protéger la population suisse	Div C. Meier, M. J. Alder, P. Bayenet, Y. Mussa	Débat contradictoire avec modération	Public et gratuit. Sans inscription. https://www.smg-ge.ch/active/

Les données mentionnées dans ce tableau sont susceptibles d'être modifiées au gré de l'évolution de la situation sanitaire (entre autres). En cas d'intérêt, veuillez les contrôler en vous rendant sur les sites indiqués.

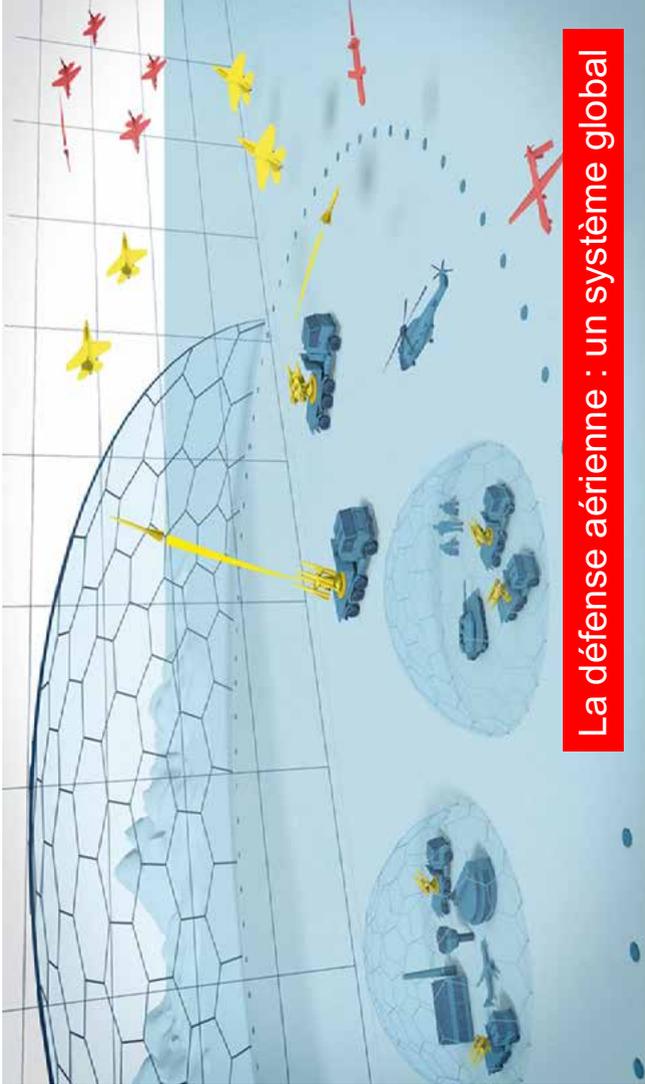
NB: Il est vivement recommandé de vous présenter à ces manifestations équipé d'un masque de protection.

Condensé

Élément Situation, menace, évolution	Différences entre les estimations actuelles et passées		Effet des différences sur Air2030
Rapports de force internationaux	Baisse de la dominance occidentale. Émergence d'autres puissances, surtout de la Chine. – Pas de différences.		Aucun.
Politique de puissance	Propension accrue des grandes puissances et de certaines forces régionales à recourir à la force, même en violation du droit international.		Nécessité accrue de renouveler les moyens des Forces aériennes.
Confrontation Russie – États occidentaux	Depuis plus de dix ans, les rapports sont mauvais, voire conflictuels depuis 2014 (Crimée/région est de l'Ukraine), et la situation s'est encore détériorée depuis.		Probabilité en hausse – bien qu'encore faible – d'un conflit armé majeur en Europe. Cet argument parle en faveur d'un équipement moderne pour l'Armée suisse (y c. Forces aériennes).
Guerre hybride	La tendance se poursuit et deviendra probablement persistante. – Aucune différence.		Aucun. Même en cas de guerre hybride, les Forces aériennes ont des missions importantes.
Réarmement Russie et États occidentaux	Les déclarations faites précédemment sur la Russie sont confirmées. Vague de renouvellement des armements en Europe occidentale également (p. ex. pression de l'objectif des 2 % pour les États de l'OTAN).		Souligne que le renouvellement de la flotte des avions de combat de la Suisse s'inscrit dans la tendance, même si ce renouvellement est minime quantitativement parlant (p. r. aux autres États).
Zone de guerre Afrique du Nord jusqu'au sous-continent indien	Globalement semblable aux précédentes estimations ; s'ajoutent à cela l'intervention au Yémen, le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, l'embrasement du conflit au Cachemire.		Aucun.
Démonciation du traité FNI	Nouvel élément ; il était précédemment admis que le traité FNI perdurerait ; poursuite de l'érosion des processus de contrôle des armements et de l'ordre multilatéral.		La défense contre les missiles de croisière peut gagner en importance (DSA).
Terrorisme	Menace persistante (principalement due au terrorisme djihadiste). Nouvel élément : retour de djihadistes dans leurs pays d'origine. Attaques aériennes possibles.		Tenir compte de la possibilité d'utiliser de petits drones pour des attaques (contre laquelle Air2030 ne prévoit rien). La DSA de courte portée doit être renouvelée (après 2030).
Importance de l'espace aérien	Essentiellement, importance du contrôle dans toutes les situations. Importance dans les conflits militaires jugée la même qu'auparavant.		Aucune différence.

RETOUR:
Lt col Philippe KUNZI
Rue de Genève 129
1226 Thônex

Protéger l'espace aérien au sol et dans les airs



© VBS-DDPS

